
Les paysans du Parti communiste français

L'EXAMEN DES FLUX d'adhésion au Parti communiste français, de 1920 aux années quatre-vingt¹, montre que l'effectif ne cesse de s'en renouveler à partir des mêmes classes et catégories sociales: paysans, ouvriers, employés, enseignants. Non que d'autres ne participent à ce processus : des petits commerçants, des artisans, des techniciens, des ingénieurs, des cadres complètent les flux annuels. Mais, à considérer le nombre, plus encore le taux, la durée, et la fidélité, ces viviers là restent les plus féconds.

Conclure de là que le PCF a été, et reste, un parti "populaire", d'âme ouvrière relève d'un constat à la fois objectif et réducteur. Objectif si l'on convient d'appeler "peuple" l'ensemble de ceux, groupes et individus, qui dans l'ordre cumulatif des avoirs, des pouvoirs, des savoirs, et des valeurs², partagent les conditions propres aux bas des hiérarchies sociales. On tient bien là les matrices pratiques, sociales et déjà politiques, de la domination et de l'exclusion, en lesquelles se trament des existences collectives et des coexistences de classes, et où l'on voit suffisamment de différence, d'oppression et d'opposition pour y accoler le qualificatif de populaire. Mais, partant de là, ne doit-on pas aussi penser ces mêmes classes dans une autre logique, non moins objective, qui fasse toute sa part à leur dynamisme ? Le peuple ne serait-ce pas ce qui s'auto-construit dans ce que Miguel Abensour appelle "l'agir en commun dans le temps"³ ? Ce qu'Edward P. Thompson montre de la formation de la classe ouvrière anglaise⁴ ne vaut-il pas, *mutatis mutandis*, pour celle du peuple, en France ? Dans une expérience partagée, où les similitudes d'existence deviennent des communautés d'expérience, les

proximités des soutiens, les parentés des solidarités, les échanges des alliances.

Quelle expérience ? Pour quels partages, quelles communautés, et, au bout du compte, quelles identités populaires ? Celles et ceux de l'action commune, qui, dans le temps, quelque forme qu'elle revête, et de quelque nom qu'on la couvre, se manifeste comme luttes. Comme luttes de classes donc, dans lesquelles ces classes "du bas" se font peuple, se lient et s'allient, et se promeuvent en politique.

S'émeuvent, se mobilisent, se meuvent, se métamorphosent. Emotions populaires, émeutes, jacqueries, rébellions, maquis, manifestations : en voilà les formes les plus visibles et les plus explosives, mais il en est de plus discrètes et de plus invisibles, dans la capillarité des sociabilités. Disjointes, conjointes, peu ou prou, elles constituent les trames d'une expérience politique historique, qui spécifie les cultures populaires comme cultures de politique exécutive⁵. C'est donc moins dans le registre imposé des figures de la politique représentative, que dans celui, plus autonome, de l'invention des figures libres de l'action, qu'on peut lire l'auto-formation du peuple.

Quel statut et quel sens peut-on attribuer à l'adhésion partisane en ces questions ? Là où on ne voit d'ordinaire que des adhérents ou des militants, et plus encore des dirigeants, on peut aussi, en perspective inversée, scruter les mouvements des classes vers le parti : en filets, en flux, en vagues, voire en raz-de-marée. Comme telle, l'adhésion, qu'on la regarde comme acte individuel volontaire ou comme taux social propre à une classe, participe au mouvement qui, allant des classes vers la politique organisée, politise les classes, et les fait accéder à un degré de réalité supérieur.

L'adhésion des classes populaires au communisme de parti constitue donc en France une composante et un moment de l'auto-définition du peuple. Mais, en même temps, elle indique la part que prend (qu'a prise) ce parti dans la formation du peuple. Ce qu'écrivit Roger Martelli pour la classe ouvrière vaut pour ce dernier : "Le communisme français est facteur d'identification politico-culturelle de la classe. Il est en même temps facteur d'insertion du groupe ouvrier, par l'intermédiaire d'une grande expérience socio-politique, concentrée dans les références à l'anti-fascisme, au Front populaire, à la Résistance"⁶.

5. Verret (M.), *La culture ouvrière*, op. cit.

6. Martelli (R.), "Communisme et monde ouvrier", *Société française*, n°36, juillet-septembre 1990.

1. Cet article est la reprise partielle d'un chapitre de l'ouvrage à paraître prochainement intitulé *Les ouvriers communistes*, Thonon-les-Bains, Editions de l'Albaron, 1991. Voir aussi Molinari (J.-P.), *L'adhésion ouvrière au communisme*, thèse pour le doctorat d'Etat de sociologie, Université de Nantes, 1987. Les données d'effectifs, d'adhésions, contenues dans le présent article, ont été construites à partir d'archives du PCF.

2. "Le Peuple, c'est tout le monde. Le peuple dans le Peuple, c'est ce monde qui reste, quand on a sorti l'excédent. Autant de lignes de définition du peuple qu'il y a de lignes pour la définition de l'excédent : ligne d'exploitation économique ; ligne de domination politique ; ligne d'exclusion théorique ; ligne d'imposition, idéologique. Le propre de la classe ouvrière est sur toutes les lignes et pour tout : avoir, pouvoir, savoir, valoir, d'être toujours en bas", Verret (M.), *La culture ouvrière*, Saint Sébastien-sur-Loire, ACL Editions, 1988, p. 265.

3. Abensour (M.), "La passion d'Edward P. Thompson", Préface à Thompson (E. P.), *La formation de la classe ouvrière anglaise*, Paris, EHESS/Gallimard/Seuil, 1988, p. II.

4. Thompson (E. P.), *La formation de la classe ouvrière anglaise*, op. cit.

Là sans doute est la grande œuvre historique du Parti communiste français : avoir pris sa part, en concurrence avec les partis socialistes qui n'organisent pas les mêmes catégories ouvrières, dans l'auto-construction de l'identité ouvrière et dans l'intégration de la classe ouvrière au "peuple républicain". Part rendue : la popularité communiste, n'est-ce pas aussi ce bénéfice d'audience, électorale ou non, de sympathie, d'adhésion, de dévouement où se donne la reconnaissance populaire, et pas seulement la remise de soi, au travail de défense, de protection, et de promotion, accompli par le parti, de l'entre-deux-guerres jusqu'aux temps plus incertains, où les mutations d'époque et leurs crises déstabilisent les assises populaires traditionnelles ?

Cette problématique, essayée ailleurs à propos des ouvriers, ne vaut-elle pas tout autant pour les paysans ?

L'adhésion paysanne

Plus peut-être encore que l'ouvrière, l'adhésion paysanne au PCF éclaire ce processus d'auto-construction, bien que sa visibilité soit bien moins grande que l'autre.

Quand Annie Kriegel note que "c'est l'élément paysan qui a pesé de tout son poids, dans les fédérations socialistes, en faveur de l'adhésion à la III^e Internationale"¹, elle désigne bien plus qu'un épisode de préparation de congrès ou qu'un aspect secondaire de celui-ci. Toute l'expérience révolutionnaire et républicaine se trouve ici impliquée, et bien plus encore si on a l'âme braudélienne. De "tout son poids" qui, plus que numérique, s'avère avant tout historique. Pour ce qui ressortit à son histoire politique, comme pour ce qui concerne l'ascendance paysanne d'une classe ouvrière encore jeune, et jeune en politique. Car la formation d'authentiques partis ouvriers n'a pas alors atteint la cinquantaine d'âge. Et, "champs d'honneur" ou "boucherie impérialiste", ce sont les paysans et les ouvriers qui viennent en première ligne d'entrer par la porte monumentale et mortuaire de l'expérience de la guerre, dans l'ère nouvelle du monde issu de 14-18.

Du peuple des tranchées, de ses stigmates, comme de ses marques de dissidence, jaillies de l'expérience de l'Union sacrée, et de ses marques d'espérance nourries par l'expérience soviétiste, monte l'exigence forte d'une nouvelle étape politique. On verrait mieux, à Tours et dans tous ses environnements, l'empreinte paysanne de l'accouchement communiste, si les orateurs de section et de congrès venaient moins des lieux et institutions de paroles, municipalités, directions de partis, professions de communication. Reste que dans le concert des voix qui vont ouvrir la scission et appeler à la fondation d'une

1. Kriegel (A.), *Aux origines du communisme français : 1914-1920. Contribution à l'histoire du mouvement ouvrier français*, Paris-La Haye, Mouton, 1964, p. 839.

Section française de l'Internationale communiste (SFIC), l'harmonique paysanne tonne et se fait entendre.

Sans doute est-ce parce qu'elle joue sa partition en ordre plus dispersé, et dans des tonalités plus diverses, qu'on repère moins vite la force de la paysannerie, alors que les tendances et courants du mouvement ouvrier socialiste, plus socialement métissés et plus organisés aussi, apparaissent mieux dans les scènes et les tribunes. Car ce sont les pays qui parlent à travers les paysans, plus encore que les fédérations ou confédérations. Les grands mouvements et les grandes expériences partagées - les guerres européennes et mondiales des XIX^e et XX^e siècles au premier chef, fédèrent bien ces disparités de sociétés paysannes, mais chacune de celles-ci, dans la diversité des travaux de la terre et des marchés, comme dans celles des affrontements locaux, portent les traces et les mémoires de luttes particulières. L'histoire de l'adhésion de la paysannerie, comme sa géographie, dévoilent le poids de ces espaces-temps historiques, lieux de luttes et lieux de mémoire, plutôt que lieux de paroles tribunitaires.

Sa géographie : dans la France rurale, tout l'Ouest armoricain, tout le sud du Massif Central, une bonne partie de l'Est paysan et de la ruralité alpine, se présentent à la fois, au milieu de ce siècle, entre 1930 et 1965, comme des terres de chrétienté et de vacuité communiste. Le fait est connu et il est massif. A l'inverse, la densité communiste des adhérents, et à travers elle l'implantation et la force du PCF, correspondent, en cette France rurale, à des terres d'indifférentisme ecclésial mais à traditions chrétiennes, voire à des pays de mission. Voilà la grande partition paysanne, qu'on retrouverait aussi avec la famille socialiste.

Cependant, les choses s'avèrent plus complexes. Y compris en terres de chrétienté, le communisme paysan fait des adeptes. Les situations dévoilent des configurations locales de traditions, de coexistence de classes, d'expériences, très variées : partout le peuple, mais aussi des peuples, ceux des terroirs comme des migrations.

Limousinage au Centre, exode des montagnards de l'Arrée breton, embauchage dans les centres industriels des micro-bassins environnants, ou encore citoyenneté villageoise, et souvent vigneronne, de l'Aude au Var, des sociétés "romaines" du littoral méditerranéen : plus que dans les vallées fermées des ruralités paysannes sans industrie, de ce que Marx nommait "les marais pontins bretons", de l'Ouest inférieur (mais, Siegfried² le note, pas des côtes à marins-pêcheurs, tous lieux, où la densité communiste s'affaïsse, et où, le chanoine Boulard³ l'indique pour 1946 encore, la catholicité reste la plus vivace), c'est là que, apparemment hors industrie, le communisme trouve en 1937, et dès

2. Siegfried (A.), *Tableau politique de la France de l'Ouest sous la troisième République*, Paris, A. Colin, 1964 (2^e édition).

3. Boulard (F.), *Essor ou déclin du clergé français ?*, Paris, Cerf, 1950.

avant dans certains cas, des matrices de fort attachement, stables jusqu'à l'aujourd'hui plus brouillé, à ses vues et à ses modèles.

Que tous les départements "d'urbanisation du Sud", selon la typologie de Robert Salais¹ soient, des Pyrénées-Orientales aux Alpes-Maritimes (mais l'Ariège et l'Aude voisines, moins urbanisées, présentent à cet égard de mêmes caractéristiques), parmi les plus denses en adhérents communistes, ne relève pas que de la seule présence, en chacun d'eux, de villes classiques anciennes, voire antiques, drainant une grande partie de la population (Marseille, 75% de celle des Bouches-du-Rhône), avec de fortes concentrations industrielles (Marseille, Toulon), marchandes (toutes, dont de nombreux ports) ou de services (avec leurs nombreux ouvriers, et employés, "à statut"). Autour de ces noyaux urbains, proches d'eux par le commerce comme par une citadinité de vieille civilisation, ouverte, classique², s'établit un communisme villageois d'ouvriers du bâtiment, d'ouvriers viticoles, de petits viticulteurs et de paysans sensibles aux fluctuations et crises du marché du vin, en terre d'histoire républicaine puis socialiste. Traditions de gauche installées dès le début de la IIIe République, dans les Bouches-du-Rhône, l'Hérault, le Gard, le Var. Plus anciennes encore ("démocrate-socialiste" dès 1849, si l'on prend l'indice électoral) dans l'Aude et les Pyrénées-Orientales.

Adhésion plébéenne de pays, sinon sans pléban, du moins de faible patronage ecclésiastique (culturel, scolaire), sans commune mesure avec ceux des rectorats bretons et des ministères vendéens ou rouergats. Sans atteindre non plus dans l'autre sens, au degré d'indifférentisme des pays de mission des ruralités corréziennes, dordognaises, creusoises ou haute-viennoises. Mais avec ces départements, peu ou moyennement industrialisés, les zones rurales des départements urbains du Sud se marquent à la fois par la faiblesse de leur densité ecclésiastique (nombre de prêtres paroissiaux pour 100 000 habitants dans les cantons ruraux), et par celle, en mêmes cantons, de leurs taux de messalisants : de 10% (dans les Bouches-du-Rhône) à 34% (dans le Gard et l'Hérault, mais ce département a aussi le plus faible taux de densité communiste de ces départements urbanisés du Sud) sous ce dernier indice, quand la Vendée (championne occidentale) atteint 68%, la Lozère, voisine du Gard, et championne de France, 69%³.

Plèbe rurale et terrienne, proche de la plèbe urbaine, ouvrière, industrielle ou du salariat des services publics (par leur clientèle et leur fonction, sinon toujours par leur

statut). Les rayons gardois, fraîchement sortis de la réorganisation de 1924⁴, en donnent une image, sans doute marquée par l'enthousiasme bolchévisateur de l'époque, mais qui configure bien la diversité populaire de ces matrices citadines, urbaines ou villageoises, autour ici, de la matrice forte de la mine alésienne.

Ouvriers agricoles et paysans : dans le Gard communiste des années vingt ils sont de tous les rayons. Paysans ? Petits paysans, paysans pauvres, le plus souvent, dans l'extrême diversité des conditions de propriété, de faire-valoir, et de marché. Pour beaucoup, sur peu de générations : un futur prolétariat ouvrier. Pour tous : des travailleurs de la terre, assurant la subsistance familiale et la reproduction simple de la force de travail. Ouvriers de la terre, si l'on fait momentanément abstraction de l'éventail des différences qui, du prolétariat agricole à la moyenne paysannerie (souvent future petite), configurent des modes de vie fondés sur le dénuement ou sur les mille et une façons d'être petit propriétaire, mais toujours aux limites du simple nécessaire de la satisfaction des besoins socialisés correspondants à ces modes.

Villages

Le village se révèle ici matrice de première importance politique, quand le PCF y a des supports dans la petite paysannerie, l'artisanat et, le cas échéant, les noyaux d'ouvriers de petite industrie rurale. Il y faut donc des héritages politiques : ce sont là villages de terres rurales de traditions affines avec les nouveaux modèles plébéens du communisme partisan. Des spoliations de biens et des expropriations datant de la Révolution, des paupérisations et des prolétarisations fondées dans l'exiguïté parcellaire, la faiblesse des rendements et la production infra-marchande, la lourdeur des hypothèques et des rentes : aux marges d'une petite paysannerie, ayant en commun avec elle - conservatoire de l'histoire des luttes passées - la mémoire, fut-elle à fleur de conscience, passée en mentalité, d'un passé d'opposition "aux gros", et cet esprit de rébellion extrémiste (l'extrémisme des paysans du Cher, dit Daniel Halévy⁵) propre aux catégories de position sociale "écartée" - "frères farouches" dit d'eux Jules Renard⁶ -, tout un monde d'ouvriers de la terre (journaliers et paysans pauvres) adhère, ici dès les lendemains de 1789 (mais l'Histoire des jacqueries précède déjà en bien des cas l'Histoire révolutionnaire bourgeoise) aux valeurs et modèles du jacobinisme (quand ce n'est pas au babouvisme, comme en Picardie), puis du républicanisme montagnard, et à ceux de leurs héritiers socialistes.

1. Salais (R.), "La formation du chômage moderne dans les années trente", *Economie et statistique*, n°155, mai 1983.

2. Agulhon (M.), *La République au village*, Paris, Plon, 1970, p. 219-227.

3. Isambert (F.-A.), Terrenoire (J.-P.), *Atlas de la pratique religieuse des catholiques français*, Paris, Presses de la FNSP, 1980.

4. *Cahiers du Bolchévisme*, n°3, 5 décembre 1924.

5. Halévy (D.), *Visites aux paysans du centre (1907-1934)*, Paris, Grasset, 1978 (réédition avec une préface de M. Agulhon).

6. Renard (J.), *Histoires naturelles, suivies de Nos frères farouches, Rayotte*, Paris, Gallimard, 1984.

Terres fidèles à la gauche laïque, comme il y en a d'autres à la droite cléricale : d'ancienne fidélité, de matrice révolutionnaire. Paul Bois¹ ne réfère-t-il pas le sinistrisme contemporain, y compris le communiste, de la Sarthe sud-orientale, anti-cléricale, anti-chouanne, à l'opposition des populations pauvres de cette région aux insurrections anti-citadines et anti-bourgeoises des paysanneries chouannes de l'Ouest, en 1793, 1796, et 1799 ? Anti-chouans ici, anti-cléricaux et anti-fonciers un peu partout (dans ces zones extrémistes), anti-"louïs" bonapartistes, et en même temps républicains, démocrates-socialistes en 1849, dans le Midi, préparant des assises au guesdisme, dans la résistance au coup d'Etat du 2 décembre, et dans le soutien aux insurrections communalistes de province : longue et diverse filiation socialiste, que la faiblesse du syndicalisme confédéré et, avant elle, la faillite de l'Union sacrée et l'expérience de la guerre², combinées aux effets d'extrémisation et entretenues par la précarité de l'existence, quand ce n'est pas la pauvreté, gauchissent à nouveau.

On y voit surtout les paysans, mais peu les anciens paysans prolétarisés, ou leurs descendants, devenus journaliers : "La petite propriété n'est pas nouvelle en France, remarque Michelet³ en 1846. On se figure à tort qu'elle a été constituée dernièrement dans une seule crise, qu'elle est un accident de la Révolution. Erreur. La Révolution trouva ce mouvement très avancé, et elle-même en sortait... En 1738, l'abbé de Saint-Pierre remarque qu'en France «les journaliers ont presque tous un jardin ou quelques morceaux de vigne ou de terre». En 1697, Boisguillebert déplore la nécessité où les petits propriétaires se sont trouvés sous Louis XIV de vendre une grande partie des biens acquis aux XVIe et XVIIe siècles.

Si on plonge dans la situation du Limousin communiste de 1926, on les voit pourtant, en cellules de villages, aux côtés des "paysans-travailleurs" (selon l'appellation communiste d'alors, anticipatrice de l'autre, contemporaine, d'autre source, et dans un sens proche de celui dont, à nouveau, use Michelet : "Plusieurs de nos économistes disent le travailleur pour dire l'ouvrier, oubliant seulement vingt-quatre millions de travailleurs agricoles").

La région limousine c'est alors pour le PCF la Charente-Inférieure, la Charente, la Haute-Vienne, la Creuse, la Corrèze, le Lot et la Dordogne. Il faut bien donner un nom à ce vaste conglomérat. Mais la bureaucratie ne fait pas trop mal les choses : une majorité des électeurs de ces

départements (sauf les deux Charente) votent "montagnard" en 1849, et, à peu près en tous, à l'extrême gauche en 1885, 1893, 1914. Départements de "gauche" : "Les partis bourgeois n'ont pas d'organisations solides ni vivantes. Radicaux, nationalistes, ne se remuent qu'au moment des élections"⁴. Départements de forte influence, sinon toujours organisation, socialiste, mais de socialisme "extrémiste" : "A Limoges, la section SFIO annonce 400 membres. Les socialistes ont environ de 800 à 1 000 membres dans toute la région. Les socialistes ont une grande influence en Haute-Vienne, Creuse, Charente ; dans la Creuse, la tendance la plus forte va vers la gauche, les socialistes du rang sont contre la ligne des chefs SFIO." Dans un ensemble de "pays", dont la population est composée en majorité de paysans-travailleurs, ceux-ci sont également les plus nombreux dans le parti : en 161 cellules, sur 250 au total, ils sont 1 700, sur 3 425 cartes placées.

Cellules de village donc. Dans l'Eure-et-Loir et dans l'Eure, où, déclare Louis Le Troquer⁵, délégué au Congrès de Tours, la "situation est difficile, à cause des mentalités normandes qui sont un peu spéciales", et où les héritages socialistes ne sont pas lourds (en 1920 respectivement : 600 adhérents, 64ème rang national, et 550, 70ème rang), mais où le Parti ouvrier français compte, en 1899, entre trois et cinq groupes⁶, la petite paysannerie et le prolétariat agricole en forment l'essentiel. A l'écart du "côté de chez Swann", à Illiers (12 membres), à Barjouville (15), à Bailleau-l'Evêque (10), même composition villageoise des cellules en 1925⁷ : en ce pays beauceron de grosses fermes, ce sont des petits paysans, des ouvriers agricoles, des tâcherons, exclusivement. Les projets (de bolchévisation) de ce rayon chartrain, manifestent le volontarisme organisateur d'alors, mais ils désignent le fil des alliances entre petits paysans et salariés des grandes exploitations ("nous chercherons à constituer des cellules de ferme, en répartissant les membres des cellules de villages à la grosse ferme la plus rapprochée de leur lieu d'habitation, en conservant, bien entendu, la majorité des ouvriers agricoles dans leur cellule").

Moins nombreux, mais autrement mieux organisés que les domestiques et que les journaliers : les bûcherons, de très ancienne tradition (de compagnonnage charbonnier), de pratiques collectives de négociation du contrat et de travail de la coupe de bois, et qui dans une "rare et exceptionnelle compénétration"⁸ entre gens des villes (Bourges et ses

1. Bois (P.), *Paysans de l'Ouest*, Paris, Flammarion, 1971, p. 363 et s.

2. Gratton (Ph.), "Le communisme rural en Corrèze", *Le mouvement social* ("Aspects régionaux de l'agrarisme français avant 1930"), n°67, avril-juin 1969. Sur les effets politiques de la guerre 14-18 dans la paysannerie de gauche, voir Charles (J.), Girault (J.), Robert (J.-L.), Tartakowsky (D.), Willard (C.), *Le Congrès de Tours*, Paris, Editions Sociales, 1980.

3. Michelet (J.), *Le peuple*, Paris, Flammarion, 1979, 1ère et 2ème parties, p. 77-112.

4. *Cahiers du Bolchévisme*, n°39, 11 février 1926, p. 408-413.

5. Charles (J.), Girault (J.), Robert (J.-L.), Tartakowsky (D.), Willard (C.), *Le Congrès de Tours, op. cit.*, p. 252.

6. Willard (C.), *Socialisme et communisme français*, Paris, A. Colin, 1967, p. 65.

7. *Cahiers du Bolchévisme*, n°11, 30 janvier 1925, p. 733-735.

8. Kriegel (A.), "Les bûcherons et leurs syndicats au tournant du siècle", in *Le Pain et les Roses. Jalons pour une histoire des socialismes*, Paris, PUF, 1968, p. 51-60.

usines métallurgiques par exemple) et gens des campagnes font l'expérience du mouvement ouvrier¹. On trouve des formes analogues d'expérience et de mentalité dans la rencontre et l'alliance des ouvriers urbains et des ouvriers viticoles du Languedoc², dans celle des ouvriers limougeauds ou tullois (ou bien tullistes) et des paysans pauvres de la Montagne corrézienne³, et, en sens inverse, dans celle des paysans de l'Allier et des ouvriers montluonnais⁴.

Bûcherons tôt acquis aux valeurs d'un syndicalisme très collectiviste et, à leurs dimensions, de masse, très combatif et, comme dans toutes les situations d'écart, extrémiste. On attendrait le guesdisme, c'est le blanquisme vaillantiste, qui gagne plutôt, dans le Cher, pays d'origine de Vaillant, comme dans la Nièvre et l'Allier. Toutes ses coupes et tous ses défrichements ne sont pas pour peu dans l'accrochage au communisme naissant.

En 1933, 73% des 4 000 adhérents (près de 3 000 donc) de la Fédération unitaire de l'agriculture sont des ouvriers forestiers des régions du Centre, du Limousin et de la Puisaye, dans l'Yonne⁵. L'adhésion des ouvriers bûcherons au PCF est dans ces conditions, précoce et fondatrice, massive, et stratégique pour l'expansion du nouveau parti dans toutes les ruralités paysannes du nord-est du Massif Central. Ainsi, dans le Cher, Anne-Marie et Claude Pannetier⁶, recensent-ils : "17 ouvriers agricoles, bûcherons, et chaudières parmi les 117 créateurs de la fédération du PCF dans le Cher". Entre 1921 et 1924, ils notent le militantisme et l'adhésion d'ouvriers agricoles, de bûcherons, "des ouvriers des bois", en Sologne, près de Vierzon, ou dans ce centre forestier, Mareuil, où presque tous les adhérents étaient bûcherons. En 1929, 18% des adhérents du Cher sont des bûcherons et des ouvriers agricoles : prolétariats dont la mobilité saisonnière d'emploi à travers fermes, usines, forêts, ateliers artisanaux, contribue à étendre et consolider l'audience du PCF dans les campagnes du Centre.

La terre et le pays, le grand laboratoire naturel du travail et le laboratoire immédiat des luttes de classe : tous, quand ils travaillent l'une, et qu'ils soulèvent l'autre, sont comme celui que Gloriette et Jules Renard regardent du train où ils

sont installés - "sur le chemin de terre sablée qui sert de quai, un ouvrier paysan, d'une vingtaine d'années, attend le départ" - et dont ils ne savent pas distinguer s'il est frère ou fiancé, ouvrier ou paysan.

Le paysan se fait souvent ouvrier, chaque jour où en variations saisonnières, comme les Eskimos de Marcel Mauss, à cheval sur deux existences et deux cultures. Mais l'ouvrier se fait aussi paysan. Quant au paysan qui n'est pas ouvrier, il est promis à le devenir, quand il est "petit", plus encore s'il est petit et pauvre. Du moins en est-il ainsi dans les multiples pays ruraux dans la France de l'avant-guerre, en amont de 36.

"Un point noir : le prolétariat mixte" titre en 1928 un article des *Cahiers du Bolchévisme*⁷, qui met l'accent sur la disparition de multiples "petites économies paysannes" et la généralisation de l'embauche ouvrière des paysans paupérisés dans toutes les industries, et spécialement dans les "points stratégiques de la grande industrie", et le danger que cet afflux nouveau - "gros point noir" - fait peser sur "le prolétariat qualifié des usines". Les exemples cités dans cet article concernent tout le Nord industriel, certaines zones usinières du Massif central (Michelin à Clermont-Ferrand) et les secteurs d'industrialisation rurale féminine (les Vosges et l'Ardèche du textile). Mais dans toute la France rurale du Centre et du Midi, dont on a deviné, derrière le salariat agricole, les massifs paysans et les paysans ouvriers, les saisonniers plus, sans doute, que les migrants quotidiens, constituent avec les petits propriétaires paysans mieux établis, des groupes précocement inducteurs de communisme.

"Communisme rural", voire "corrézien" écrit Philippe Gratton⁸. Rural et corrézien, les deux notions vont bien, s'il faut entendre sous la première l'unité des "travailleurs de la terre" qui occupent dans la Montagne et la moyenne Corrèze tout ou presque tout l'espace rural, et sous la seconde, la précocité de l'organisation syndicale par les communistes corréziens du monde paysan, sous l'impulsion de Marius Vazeilles, ancien garde des eaux et forêts devenu pépiniériste (en Dordogne et dans le Lot et Garonne sous celle de Renaud Jean). Communisme de paysans, qui à l'instar du creusois, plus généralement du limousin, ou encore, on l'a vu du berrichon, se fonde dans une paysannerie migrante vers des emplois ouvriers, hivernaux, urbains, véritable couche inductrice des idées révolutionnaires, sur base de commune pauvreté. Communisme syndical aussi, appuyé sur la Confédération générale des Paysans travailleurs, adhérent aux propositions de modèles de coopération, et de lutte pour une réforme agraire, qui trouvent un écho grandissant parmi les paysans les plus pauvres "acquis d'emblée à l'idée d'opposition aux notables", alors que la paysannerie plus aisée du sud-ouest

1. Barthélémi (M.), Bonnet (S.), Santini (C.), "Les verriers et les bûcherons d'Argonne aux XVIIIe et XIXe siècles", *Le Mouvement Social*, n°57, octobre-décembre 1966.

2. Barral (P.), "Aspects régionaux de l'agrarisme français", *art. cité*, p. 15.

3. Gratton (Ph.), "Le communisme rural en Corrèze", *art. cité*.

4. Bergerat (A.), "La radicalisation des paysans de l'Allier sous la Seconde République (1848-1849) : à l'origine d'une tradition de Gauche", *Cahiers d'Histoire de l'Institut Maurice Thorez*, n°27, 1978.

5. *Cahiers du Bolchévisme*, n°3, 1933, p. 163.

6. Pannetier (A.-M.), Pannetier (C.), "Les militants communistes du Cher", in Girault (J.), dir., *Sur l'implantation du Parti Communiste Français dans l'entre-deux guerres*, Paris, Editions Sociales, 1977, p. 235-276.

7. *Cahiers du Bolchévisme*, n°5, juillet 1928 (article de E. Girault).

8. Gratton (Ph.), "Le communisme rural en Corrèze", *art. cité*.

y reste réfractaire. Le sud-ouest paysan petit propriétaire, du Massif central (la Corrèze, l'est du département de la Dordogne, le Lot-et-Garonne) devient une zone de forte adhésion : en 1937 la Dordogne (74 pour 10.000), et surtout la Corrèze (101) et le Lot-et-Garonne (123) sont parmi les départements de plus forte densité communiste (le Lot-et-Garonne est, hors la Seine, le plus dense). En amont déjà, la région limousine compte dès 1926 près du tiers des paysans communistes (1 700 sur 5 300).

Maquis

En aval, la résistance des maquis enflera encore les flots d'adhésions de la guerre et de la Libération. Le parti gagne des adhérents dans des paysanneries jusqu'alors restées, sinon à l'écart de son influence, du moins peu enclines à s'engager dans ses rangs.

Dans les Côtes-du-Nord, les effectifs du PCF passent de 1600 (en 1937) à 7 646 (décembre 1944) et 12 078 (fin mars 1945). En dehors des adhésions d'opportunité ou d'opportunisme, il y a là une adhésion plus profonde, qu'éclaircit tant l'avant-guerre que les trente années qui suivent. Au sein d'un Ouest communiste, breton et normand, de profil encore très bas, la fédération du PCF s'y distingue (avec celle du Finistère), en 1979, par un effectif de 4 à 6 500 adhérents, à égalité avec des fédérations comme la Haute-Vienne ou le Lot-et-Garonne. 100 pour 10 000 environ : la densité communiste y reste inférieure à celles des deux autres (autour de 150 et 175 respectivement). Mais, d'une part, elle est plus que triple de celle de 1937 (30 pour 10 000), alors que le parti n'a fait que doubler ses effectifs entre ces deux dates (et que la densité communiste a moins que doublé, puisque la population s'est accrue). D'autre part, la distribution des zones de force municipale du PCF en 1977 l'indique clairement, cette densité demeure inégale au sein du département : outre l'environnement briochin, l'influence communiste se concentre dans toute la Haute Cornouaille bretonnante, du Guingampais à Saint-Nicolas du Pélem. Pays de luttes paysannes en régions de grande propriété terrienne : "A Rostronen, à Saint-Nicolas du Pélem, écrit André Siegfried¹ en 1913, de véritables marquis de Carabas, qui rappellent les lords d'Angleterre ou d'Irlande, détiennent d'immenses étendues de landes et de champs".

L'élection de 1910 retient l'attention de l'historien, là encore d'une perspicacité prémonitoire : "Le terrain de la bataille semble avoir été cette année là non pas seulement la lutte entre le noble et le prêtre, mais la rivalité des possédants et des non possédants. Du côté de la conservation sociale se sont comptés les nobles, les prêtres, les gros fermiers, les petits propriétaires ; du côté du mouvement, les petits fermiers, les petits propriétaires".

1. Siegfried (A.), *Tableau politique de la France de l'Ouest sous la troisième République, op. cit.*, p. 159-160.

Au bout des urnes, "le contraste est complet entre la carte politique de 1885 et celle de 1910 : la coalition de droite passe, d'une date à l'autre, de 47 à 21 % des voix, celle de gauche de 27 à 50%. La victoire de cette dernière, note Siegfried, "n'a pas été seulement celle de la démocratie politique, mais celle d'une démocratie sociale mal émancipée, sujette à des prochaines rechutes et cependant pleine de germes d'avenir, car elle révèle, dans la péninsule armoricaine, la possibilité d'une agitation agraire [...]. Une profonde transformation est en train de s'opérer là."

Les luttes des fermiers des Côtes-du-Nord dans les années trente confirment cette prospective. Elles bénéficient à la SFIO², mais aussi déjà au PCF. Les maquis montagnards du sud Guingampais, comme dans à peu près toutes les Bretagnes ouvrières et paysannes de la Résistance, et comme dans toutes les montagnes limousines, prolongent cette montée du sinistrisme des "petits" dans l'adhésion au communisme, à partir des matrices villageoises, et de leur combinaison avec les noyaux d'ouvriers urbains, au sein des FTPF.

Ces terres ont en commun d'avoir porté des maquis FTPF (et autres), d'y avoir mêlé paysans des villages et des hameaux (forestiers, souvent montagnards) et ouvriers (réfractaires au STO, ouvriers urbains industriels), et d'avoir connu en 1944 une brusque montée des effectifs communistes, à partir de bases très faibles (100 adhérents dans les Basses-Alpes en 1937, 600 en Savoie, 200 dans le Morbihan, 760 dans les Hautes-Pyrénées), avec des multiplicateurs, et des bonds, parmi les plus élevés (Basses-Alpes : x 26, + 2 500 ; Savoie : x 10, + 2 700 ; Morbihan : x 10, + 1 870 ; Hautes-Pyrénées : x 3, + 1159), alors que dans tout le parti ce même rapport n'atteint que 1,2 %.

Le Parti communiste gagne donc à lui pendant la Résistance, en terres, sinon de mission, du moins d'indifférentisme, sur base patriotique, nationale, l'adhésion de larges fractions paysannes.

Autour des premières bases limousines, berrichonnes, et bourbonnaises, la paysannerie communiste trouve dès lors ses places fortes dans les pays d'un plus grand nombre de départements. En 1979, les 18 fédérations qui comptent le plus d'adhérents paysans (de 9,8 % dans la Drôme à 38,8 % dans le Gers) regroupent les deux-tiers des paysans communistes (62,5 %, soit un peu plus de 10 000 sur 16 360). Parmi elles, les grosses (beaucoup d'adhérents beaucoup de paysans parmi les adhérents) sont aussi les plus anciennes. Celles des groupes "limousin" et "central",

2. Tanguy-Prigent, fils d'un petit fermier, sera en 1932 l'organisateur d'une coopérative hostile au puissant Office de Landerneau, puis de la Confédération nationale paysanne. Elu député en 1936 ; il sera de 1944 à 1947, le premier paysan à accéder à cette fonction, ministre de l'Agriculture, après avoir milité dans la Résistance.

dont les effectifs fédéraux varient entre 4 000 et 6 500, et le pourcentage de paysans entre 13,2% et 21,6% : Haute Vienne (13,2%), Corrèze (15,9%), Allier (16,1%), Dordogne (16,6%, c'est la plus grosse, de la classe des 7500 à 15 000 adhérents), Lot et Garonne (21,6%). Mais dans cette même classe on trouve aussi les Côtes-du-Nord (10,8%), et dans les fédérations plus petites (1 500 - 2 000 adhérents), les Alpes de Haute-Provence (11,7%), le Lot (17,4%), le Tarn et Garonne (18,3%), l'Ariège (13,0%), la Haute-Corse (10,4%).

Fidélité

Les paysanneries réfractaires au communisme correspondent à des terres de grande et profonde catholicité, où, on l'a noté, la densité communiste s'avère en 1937 la plus faible. En 1979 encore la Lozère ne compte que 170 paysans communistes, pour environ 1 000 adhérents. Mille adhérents, c'est aussi l'effectif vendéen au début des années 1970 (900 en 1969, 1 500 en 1974. Ils étaient 170 en 1937 dans le département de plus faible densité communiste, 5 pour 10 000 : 1275 fin 1944 et 2178 en mars 1945). Dans un pays de paysans (en 1931 ils sont 80 000 sur 205 000 actifs), de profonde ruralité (135 000 actifs sont agricoles, 14,8% des habitants vivent à la ville), où les ouvriers industriels sont peu nombreux (8% des actifs en 1931), le mouvement ouvrier pénètre très tardivement, en 1911, à partir de la ligne de chemin de fer, avec des cheminots non originaires de la Vendée (ils y fondent le Parti socialiste) : "Les premiers communistes sont des cheminots"¹. Quel paysan devient communiste dans la Vendée chouanne ? Par quel chemin creux ? Maurice Guintard, en 1974 secrétaire de la fédération, ouvrier agricole à 14 ans (il naît en 1936, dans une famille installée en Vendée depuis au moins l'année 1500) dans une société où les ouvriers agricoles sont légion (en 1931, 40 000), adhère au PCF en 1956, par "soif de justice", "révolté contre l'injustice". Communiste "à la vendéenne", profondément marqué dans son engagement, et dans toute sa personnalité, son habitus, par les guerres de Vendée.

Adhésion faible : entre 100 et 120 en 1979 (il y a alors de 1500 à 2 000 adhérents ; entre 36 et 60% d'ouvriers, près de 50% sans doute, M. Guintard parle de "fort contingent ouvrier" ; entre 18 et 33% d'employés ; moins de 10,5% d'enseignants et de 5,5% de techniciens ; moins de 5,8% de paysans). Mais l'adhésion tout de même, dans un conglomerat de pays à fortes solidarités locales (quantité d'associations) et conviviales (le sens de la fête, paroissiale, familiale, de quartier, de village), le plus souvent patronnées, directement ou non, par l'Eglise, et où le militant communiste a été longtemps reçu à coups de fourche. On se signait après son passage, on craignait que le lait des vaches ne tourne... Mais si la terreur

républicaine massacre "80% de la population" et si, en conséquence, la majorité des Vendéens issus des 20% de rescapés cultive, sous diverses formes, de puissants sentiments anti-centralistes et anti-laïques, elle n'en est pas moins puissamment patriote. Là encore, le PCF s'agrandit à partir de la Résistance armée : "l'OS", l'Organisation Sécurité du PCF clandestin, a été très active en Vendée... Au moment de la Libération, quand il y a eu la jonction FTP-FFI, les communistes, qui avaient été les premiers, se sont retrouvés tout auréolés". Mais, comme souvent en pays clérical, c'est l'opposition à l'emprise du clergé, qui clive, parmi les paysans, la majorité conservatrice et les minorités de gauche, où s'alimente le filet communiste. Dans le sud-vendéen principalement, où dès le début du siècle, André Siegfried remarque que ce sont les petits paysans propriétaires, plus que les fermiers et les métayers (plus aussi, que, dans le bocage vendéen, les innombrables petits bordiers et closiers) qui, en raison de leur relative indépendance peuvent manifester leur opposition aux classes propriétaires, et à leurs patronages cléricaux. Lutte nationale, lutte antifoncière, lutte anticléricale : c'est la révolution retardée.

Dans tous ces pays, de forte ou de faible densité communiste, le déclin de la petite paysannerie lamine les effectifs paysans du parti : autour de 5 000 en 1929, de 50 000 en 1954, de 40 000 en 1959, de 20 000 en 1966, ils ne sont plus que 16 360 en 1979. Mais leur taux d'adhésion ne décline pas de la même façon : d'environ un pour dix mille en 1929, il passe ensuite à 13 en 1954 et en 1959, pour redescendre autour de 7 en 1966, et remonter à 11 aux temps de l'apogée de l'adhésion communiste (1979). Encore ce taux global masque-t-il, en raison des disparités des situations paysannes, de très grandes inégalités sectorielles et régionales.

Quant aux ouvriers agricoles - ils étaient 1 892 000 en 1931, 1 160 000 encore en 1964, 375 000 seulement en 1975 et 318 000 en 1981 - le nombre des communistes y a décru de même : après avoir atteint 10-12 000 au moment du Front Populaire et 17 000 en 1954, il s'amenuise ensuite de 15 000 à 8-10 000 puis 5 400 de 1959 à 1968 et 1979. Mais là encore et plus encore que pour les paysans, le taux ne s'effondre pas : 15 pour 10 000 en 1954, 15-17 en 1966, 17 en 1979.

Les travailleurs de la terre gardent donc la même fidélité communiste, mais le cercle des fidèles se réduit au rythme de la disparition des petits propriétaires-travailleurs et des prolétaires-ouvriers. Travailleurs fidèles, contre vents et marées, "au Parti". Symbolisant sans doute en cela une fidélité spécifiquement paysanne. Propre aux catholiques, on le voit assez bien. Propre aussi sans doute aux communistes, on le voit moins parce qu'ils sont moins. Mais en aval, leurs filiations, républicaines et socialistes, en attestent. Leur taux d'adhésion le confirme depuis 40 ans. Le confirme encore le taux de leur réadhésion annuelle: de 1966 à 1979, c'est parmi eux (et parmi les petits artisans

1. Sédouy (A. de), Harris (A.), *Voyage à l'intérieur du Parti communiste*, Paris, Seuil, 1974, chap. "Les Chouans", p. 376-403.